

Comment Erdogan a conduit l'économie turque dans une impasse

La Turquie devrait connaître cette année sa première récession depuis la crise financière mondiale de 2009. Le pays paie aussi le prix d'une politique économique peu orthodoxe, qui lui a coûté cher sans mater l'inflation.



Les chantiers, longtemps clé de voûte du dynamisme économique turc, ont fortement ralenti en raison des turbulences économiques et de la crise du Covid. (REUTERS)

Par **Yves Bourdillon**

Publié le 19 nov. 2020 à 15:12 Mis à jour le 20 nov. 2020 à 8:17

Taux d'intérêt rehaussé, ce jeudi, au taux prohibitif pour les investisseurs de 15 % afin de défendre la monnaie qui a rebondi dans la foulée ; chute de 35 % de la livre depuis le début de l'année à un plancher historique ; inflation de 12 %, au plus haut parmi les pays émergents hormis l'Argentine ; deuxième récession en deux ans, de 4 % au moins cette année ; chômage en hausse à un sixième de la population active...

« La situation économique turque est sans doute la plus vulnérable depuis l'arrivée au pouvoir » du président Recep Tayyip Erdogan, fin 2002, hormis le choc exogène de 2009,

estime Sinan Ulgen, économiste au centre d'études économiques et de politique étrangère (EDAM), à Istanbul. Le bil [an paraît singulièrement](#) médiocre aujourd'hui par comparaison avec les années 2003-2018 qui avaient permis à la Turquie de figurer parmi les grands pays à plus forte croissance et d'attirer massivement les investisseurs, grâce à une politique budgétaire raisonnable et une classe entrepreneuriale énergique.

Certes, la Turquie souffre d'un talon d'Achille chronique, le déficit de sa balance des paiements courants, du fait que l'épargne intérieure est insuffisante pour assurer le financement des investissements nécessaires pour ses ambitions, figurer rapidement au dixième rang économique mondial. Mais « *cela ne posait pas de problèmes particuliers tant que la confiance des marchés financiers était au rendez-vous* », souligne Sinan Ulgen.

La défiance des financiers

Mais le chef de l'Etat a abandonné à partir de 2013 et encore plus suite au coup d'Etat de 2016 « *son agenda jusque-là relativement libéral à base de réformes économiques et sociales* », constate Can Selcuki, économiste à Istanbul Economics. La confiance des investisseurs nationaux et étrangers s'est encore plus érodée ces deux dernières années au gré des [diverses altercations du régime](#) avec ses alliés et marchés clés, américains ou européens.

S'y ajoute l'effet d'une politique économique erronée, estiment les analystes : le chef de l'Etat, qui a concentré tous les pouvoirs depuis 2016, tient absolument à doper la croissance via des grands travaux et une politique de taux d'intérêt très bas. Il prétendait que cela permettrait en outre de lutter contre l'inflation, alors que l'expérience historique montre que c'est exactement l'inverse.

Cette politique peu orthodoxe a fait chuter la devise, étranglant au passage les firmes et les ménages endettés en devises étrangères. Le « roll over » de leur dette s'avère délicat depuis un an. L'Union des chambres de commerce (TOBB) turques a demandé mercredi soir au chef de l'exécutif un moratoire sur les remboursements de crédits auprès des banques publiques, ainsi que sur les impôts. Ces crédits avaient été accordés dans le cadre d'un plan de soutien évalué à 53 milliards d'euros, avec une période de grâce de six mois au début de la crise du Covid. Pour empêcher le chômage de grimper en flèche, l'exécutif a aussi fortement restreint les possibilités de licencier, mais les entreprises font valoir que la situation devient intenable.

Le poids du Covid

« *Les marges de manoeuvre en termes de stimulus fiscale et monétaire ont été consommées* », déplore Sinan Ulgen, qui salue toutefois la [crédibilité de la nouvelle direction](#) de la banque centrale. Celle-ci semble avoir [convaincu Recep Tayyip Erdogan](#) de la laisser prendre les rênes. Mais le chef de l'Etat n'a pu s'empêcher de s'exclamer

mercredi devant la TOBB « *Peut-on vraiment investir avec des taux d'intérêt élevés ? Peut-on embaucher ? Peut-on produire ? Non, c'est impossible* ».

Yves Bourdillon